Non à la croissance incontrôlée des forêts

La protection suisse des forêts actuellement en vigueur doit être libéralisée. Les assouplissements proposés dans la loi sur les forêts sont certes opportuns, mais ne vont pas assez loin. Afin que l'on puisse utiliser rationnellement le terrain et qu'une gestion régionale du développement du paysage soit possible, l'Etat devrait renoncer à étendre sa réglementation et la laisser aux cantons.

En Suisse, on est de plus en plus à l'étroit. Non seulement le nombre d'habitants augmente constamment, mais aussi le besoin d'espace par personne. Simultanément, la surface des forêts ne cesse de s'étendre pour atteindre, actuellement, plus de 30% de la surface totale du pays. La protection renforcée de la surface boisée, adoptée alors que la mort des forêts devait être imminente, doit maintenant être assouplie pour créer les espaces nécessaires à d'autres activités.

La petite révision traitée le 16 juin par le Conseil des Etats doit freiner l'augmentation indésirable des forêts et permettre une meilleure gestion du développement du paysage. D'un côté, on rend plus flexible l'obligation de compenser les arbres défrichés. D'un autre côté, la surface gagnée par l'extension naturelle des forêts ne doit plus compter obligatoirement comme forêt, mais être réutilisable et permettre en plus une planification de la zone forestière.

Il est certes réjouissant que la surface des forêts s'agrandisse constamment. Cependant, chaque augmentation n'est pas a priori désirée. Tandis que, dans les Alpes, peu d'autres utilisations s'opposent à celle-ci, tel n'est pas le cas sur le Plateau et dans les Préalpes où un conflit croissant est

programmé avec d'autres besoins tels que l'habitation, le travail et la mobilité de la population qui augmentent fortement et nécessitent de plus en plus de place.

Dans la mesure où la forêt est protégée de manière absolue, les «surfaces gagnées» le sont au détriment de la surface agricole. Or, la sauvegarde d'une production interne sûre et la garantie d'un certain niveau d'approvisionnement nécessitent aussi des surfaces de culture suffisantes. Au niveau touristique, une nature forestière n'a pas que des atouts; les autochtones et les hôtes étrangers apprécient les paysages variés et ouverts. Sans oublier que la croissance de la forêt met en danger des territoires écologiques précieux et peut compromettre la renaturation des cours d'eaux.

Pour toutes ces raisons, l'assouplissement de la législation sur la protection des forêts déjà approuvée par le Conseil fédéral va dans la bonne direction. En particulier, la possibilité de supprimer des arbres sur une surface boisée est à saluer en tant que mesure rapidement réalisable. Cela doit permettre de reprendre la maîtrise des surfaces naturellement reboisées au cours des dernières années, de manière à ce qu'elles puis-

sent remplir leur but originel et être utilisées comme surface utile. On doit cependant regretter que le projet de révision actuel ne prévoit pas la récupération des surfaces gagnées naturellement par les forêts au cours des cinquante dernières années, mais seulement au cours des trente dernières années.

Il y a lieu de saluer le fait que le projet de révision flexibilise l'interdiction du défrichement. Actuellement, dès que des zones remplissent les critères de la forêt tels que prévus dans la législation, elles sont assujetties à la protection stricte de la loi sur les forêts et sont perdues pour les constructions, l'agriculture ou toute autre utilisation. La forêt bénéficie ainsi d'un statut légal plus élevé que les autres formes d'utilisation. Si les cantons et les communes veulent pouvoir déterminer leur développement territorial, il convient aussi de libéraliser la compensation du défrichement. Malheureusement, le projet ne va pas assez loin sur ce point et maintient le système de l'interdiction du défrichement avec une possibilité très limitée de dérogation soumise à autorisation. Or, les surfaces compensatoires de reboisement sont déjà une denrée rare en montagne, mais le sont plus encore sur le Plateau. En outre, il est paradoxal d'exiger le reboisement comme mesure de compensation dans des territoires où la

forêt s'est déjà naturellement étendue.

L'augmentation de la surface forestière a comme causes principales la réduction des surfaces agricoles productives, la difficulté accrue de l'exploitation des forêts ainsi que la faible rentabilité de la sylviculture. En outre, les restrictions d'exploitation dans les biotopes et dans l'agriculture provoquent des boisements non souhaités. Au lieu de prévoir des fonds fédéraux pour transformer la forêt en zone naturelle protégée et de vouloir limiter toute forme d'activité dans cette zone, on devrait exiger la pleine utilisation de ces ressources naturelles. Par une gestion durable de la forêt, on renforcerait en même temps la production d'énergie neutre en CO₂.

Les taux de croissance des forêts sont très différents selon les régions. Pour cette raison, la Confédération ne doit intervenir qu'avec retenue dans la gestion des surfaces forestières et en transférer la réglementation et la responsabilité aux cantons. La révision actuelle de la loi sur les forêts doit constituer un premier petit pas vers l'abrogation des dispositions fédérales qui se révèlent souvent inutiles et déplacées.

(CST/FD)